

*Les crédits*

services. Nous n'affirmons pas que ces solutions règlent le problème de façon absolue.

Nous tenons à faire comprendre au gouvernement et au peuple canadien que, pour le Parti libéral, la seule façon d'avoir une réforme fiscale en profondeur et plausible, c'est en procédant de façon globale, en tenant compte des répercussions d'une telle réforme sur les gouvernements provinciaux et municipaux. On ne saurait se contenter de transférer le fardeau fiscal d'un palier de gouvernement à un autre parce que le contribuable est toujours le même.

Cette récession, à notre avis, a son origine au Canada. Elle a été orchestrée et créée par le gouvernement. Nous espérons que le ministre des Finances nous fera part de ses vues là-dessus et qu'il admettra que le Canada connaît maintenant cette récession planifiée par le gouvernement. Ce que nous voulons maintenant savoir, c'est comment le ministre compte-t-il nous tirer de cette situation?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, au cours de son intervention, le député, qui aurait probablement pu nous livrer ses commentaires en 30 secondes puisqu'il n'avait aucune nouvelle proposition à nous faire, a parlé de certaines options que préconisent d'autres organismes. Toutefois, à titre de critique de son parti en matière de finances, il s'est bien gardé d'en appuyer une.

J'aimerais demander au député pourquoi le Parti libéral craint toujours de proposer des solutions de rechange? Pourquoi ne peut-il pas, lui, qui critique les mesures de notre gouvernement, proposer une ou deux options qui pourraient être retenues? Je n'ai jamais prétendu avoir réponse à tout. Je le reconnais même, mais j'écoute les gens qui me proposent d'autres solutions. Nous apportons ensuite certains correctifs. Mais le Parti libéral du Canada ne m'a jamais proposé de solutions.

Prenez par exemple le fait que le député a vertement critiqué notre gestion financière. Pourtant, chaque fois que nous avons proposé une solution pour résorber le déficit et réduire les dépenses, le Parti libéral a résisté. Il a lutté contre nous. Il nous a mis des bâtons dans les roues. Peu importe ce que nous proposons, il résistait. Quand il nous critique constamment et prétend que nous pourrions faire mieux, il nous est encore beaucoup plus difficile de régler le problème.

J'aimerais entendre le député me dire: «Quelles sont les options? Quelles sont les solutions de rechange? Quelles recommandations du Parti libéral pourraient vous paraître des options valables que nous pourrions envisager?»

**M. Young (Acadie—Bathurst):** Monsieur le Président, le point que le ministre a fait valoir au sujet de ses solutions de rechange et du processus de consultation qu'il a établi est intéressant.

Nous avons eu la chance, l'an dernier, au Comité permanent des finances de la Chambre des communes de pouvoir formuler une recommandation unanime. Le président du comité ainsi que les huit membres conservateurs, les quatre membres libéraux et les deux membres néo-démocrates se sont entendus pour dire qu'il fallait abaisser les taux d'intérêt au Canada. C'est la recommandation que nous avons faite au ministre des Finances et au gouvernement.

Par ailleurs, au même moment, une recommandation semblable était émise par tous les premiers ministres de toutes les provinces canadiennes. De toute évidence, on n'a pas tenu compte de cette recommandation.

Pour ce qui est des solutions de rechange, si quelqu'un au pays doit être conscient de la difficulté que présente la conception de telles solutions, c'est bien le ministre des Finances. C'est ce qu'il s'efforce de faire depuis maintenant six ans. De l'avis du Conseil canadien des chefs d'entreprises, de la Chambre de commerce et, depuis la semaine dernière, de l'Association des manufacturiers canadiens, le ministre des Finances et le gouvernement ont mal géré l'économie. Ils peuvent faire appel à des milliers de personnes pour obtenir des conseils en vue de l'élaboration des politiques à appliquer.

Nous croyons en effet que c'est la politique de gestion unilatérale et fermée à la consultation adoptée par le gouvernement qui nous a entraînés dans ce marasme. Je crois que le gouvernement devrait suivre la recommandation faite par le maire de Vancouver lorsque notre comité a tenu des audiences dans cette ville, l'année dernière. Il recommandait, monsieur le Président, que soit tenue une vaste consultation entre les trois paliers de gouvernement, en vue d'éviter le genre de choses qui se sont produites au cours des derniers mois, le simple transfert du fardeau des taxes d'un palier de gouvernement à un autre n'étant pas la voie à suivre.

Enfin, je signale les propos du ministre qui a déclaré, dans un discours à Edmonton, le 17 septembre: «Mes collaborateurs et moi avons écouté très attentivement ce que les Canadiens ont dit au cours de la vaste série de consultations et de réunions publiques que nous avons tenues.»

Or, depuis ce temps, tous les plus grands hommes d'affaires du pays, les représentants du Congrès du travail du Canada, les dirigeants syndicaux et les représen-